

UNITED NATIONS

Group of Experts on
Geographical Names

Fourteenth Session
Geneva, 17-26 May 1989

WORKING PAPER

No. 21
16 May 1989

Agenda item 7

ALLOCUTION PRONONCEE PAR
REMI MAYRAND
A LA QUATRIEME CONFERENCE CARTOGRAPHIQUE REGIONALE
DES NATIONS UNIES POUR LES AMERIQUES
NEW YORK, 23-27 JANVIER 1989

Préparé par Rémi Mayrand, Commission de toponymie du Québec (Canada)

Mr. President

Monsieur le Président

On behalf of Canada and of the Commission de toponymie du Québec, I would like to table the Report on the International two weeks training course in toponymy management held in Québec city in August 1988, and, with your permission, I would like to outline the principal elements contained in this report.

Je voudrais tout d'abord faire un bref rappel historique de cette réalisation.

La 1^{re} Conférence des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques, tenue en 1967, recommandait, par sa résolution 6, et je cite, "que les divers pays ou groupes de pays appartenant à une même région ou ayant des intérêts communs soient encouragés à demander, en cas de besoin, l'assistance technique qu'ils jugent importante pour la réalisation de leur programme de travail sur la normalisation des noms géographiques, assistance qui pourra consister à former leur personnel, à mettre des consultants à leur disposition et/ou à leur fournir de la documentation et des renseignements techniques". Fin de la citation.

Les conférences de 1972 et 1977 ont, elles aussi, exprimé le souhait que les autorités et les pays qui sont en mesure de le faire ou qui ont des programmes d'assistance technique mettent des compétences spécialisées à la disposition des pays qui le demandent en vue de réaliser des stages de formation en matière de collecte et de traitement des noms géographiques.

Tenant compte du succès remporté par le premier stage pilote de toponymie organisé à Cisarua (Indonésie), en juin 1982, la 4^e Conférence des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques, tenue également en 1982, a recommandé, par sa résolution 6, et je cite, "que des stages et séminaires analogues soient organisés dans d'autres divisions géographiques ou linguistiques...". Fin de la citation.

C'est à Rabat, en 1985, que fut tenu le second stage de formation qui regroupa des représentants de pays de langue arabe. Sur la recommandation de son représentant à ce stage, la Commission de toponymie du Québec annonçait, la même année, son intention de tenir à Québec un stage qui regrouperait les représentants de divers pays francophones. Appuyé par la 5^e Conférence sur la normalisation des noms géographiques tenue à Montréal, en 1987, le projet s'est donc concrétisé en 1988 et ce stage s'est effectivement déroulé du 7 au 19 août 1988.

C'est ainsi que des représentants de 14 pays d'Afrique, des Antilles et d'Amérique du Sud et de l'Arabie Saoudite ont participé à l'événement.

Les invitations à participer au stage furent lancées par le Département de la coopération technique pour le développement, de l'Organisation des Nations Unies. En tout, quinze pays ont vu leur candidature acceptée. Il s'agit du Bénin, de la Bolivie, de la Côte d'Ivoire, du Gabon, d'Haïti, de Madagascar, du Mali, du Maroc, du Niger, du Sénégal, du Togo, de la Tunisie, du Zaïre, du Laos et du Viêt Nam. Les représentants de ces deux derniers États n'ont pu cependant assister à la session. Par ailleurs, l'Arabie saoudite a répondu à une invitation générale lancée aux pays du Moyen-Orient, en déléguant un représentant au stage.

L'objectif immédiat du stage était d'assurer auprès de cadres supérieurs et de techniciens hautement qualifiés venant d'établissements nationaux de cartographie ou de toponymie, la diffusion de l'information la plus à jour sur les méthodes et les techniques utilisées dans la collecte des noms de lieux sur le terrain, sur le traitement et la conservation des données, sur la solution des différents problèmes rencontrés en gestion toponymique et sur la terminologie employée dans le domaine.

A plus long terme, le stage devait constituer une référence pour les pays participants désireux d'obtenir une assistance technique leur permettant d'établir ou de renforcer une organisation nationale permanente responsable des noms de lieux et d'assurer une normalisation adéquate du processus.

En effet, pour notre Commission, la réalisation de ce stage a non seulement été une excellente occasion de sensibiliser d'autres pays à la diversité de la toponymie québécoise et de faire valoir notre expertise originale dans ce domaine, mais aussi l'occasion d'établir des contacts susceptibles de déboucher sur d'éventuels projets de coopération avec d'autres pays qui voudraient éventuellement solliciter notre collaboration.

Déjà trois projets sont en voie d'examen, soit avec le Bénin, le Maroc et le Gabon.

The core of the course, which dealt essentially with cataloguing geographical names within the context of standardization, was supplemented with the following thematic papers:

- standardization as practised by international, national and local authorities;
- toponymic and terminology activities at the federal level in Canada;
- examination of standards for selecting and writing place names, and for geographical terminology;
- the language of toponymy;
- problems of linguistics;
- relationships between geography, cartography, history and toponymy;

- stages in managing toponymic information, from data collection to dissemination;
- designation of places without names;
- "alternate" geographical names;
- regional names;
- problems involved in naming streets and roads;
- advantages of having a competent authoritative body responsible for geographical names in each country;
- structure and operation of an authoritative body responsible for geographical names;
- jurisdiction as regards geographical names.

J'espère que cette seule énumération des principaux sujets traités lors du stage indique clairement l'importance de la toponymie en tant que discipline spécifique dans le processus cartographique.

Les utilisateurs de cartes géographiques, et Dieu sait s'ils sont nombreux, ont en effet le droit de disposer d'instruments de référence géographique sûrs et de qualité consistante. Les conséquences de la dénomination incorrecte des lieux peuvent être parfois considérables à la fois sur les plans technique, économique, touristique, linguistique et culturel et même politique. Ces conséquences, est-il besoin de le préciser, peuvent aussi avoir un impact international dans certains cas.

À l'évidence, le fait que la toponymie soit inscrite à l'ordre du jour des conférences des Nations Unies sur la cartographie démontre bien la nécessaire complémentarité qui existe entre ces deux disciplines.

Plusieurs conférenciers ont été appelés à contribuer au programme du stage, en fait 19, dont 9 provenant de l'extérieur de la Commission québécoise, soit des professeurs de l'Université Laval et de l'Université d'Ottawa, des chercheurs, des juristes, des onomasticiens, des représentants du CPCNC et d'autres organismes fédéraux, municipaux et provinciaux et des Nations Unies.

En outre de cours théoriques, les stagiaires ont pu bénéficier de plusieurs autres activités conçues à leur intention, notamment d'une enquête sur le terrain dans une région de la province, d'une excursion toponymique entre Québec et Montréal, d'une visite commentée des opérations de la CTQ et d'une démonstration technique du traitement automatique des données toponymiques des systèmes du Gouvernement fédéral et du Gouvernement québécois. De même, ont-ils eu l'occasion d'interroger le fichier de la Banque de terminologie du Québec.

Au cours du stage, la Commission a remis à chacun des stagiaires de nombreuses publications officielles et autres documents d'appoint émanant à la fois de la Commission, du CPCNG et d'autres services.

Les actes du stage qui constituent un document de plus de 500 pages sont actuellement au stade de l'édition et la Commission devrait être en mesure de les transmettre à tous les participants d'ici la fin de mars 1989.

Bien entendu, des exemplaires additionnels de ce document seront disponibles à nos bureaux pour tous ceux d'entre vous qui souhaiteraient en obtenir copie et qui voudront bien nous en faire la demande. Un certain nombre d'exemplaires seront par ailleurs mis à la disposition du Secrétariat général du Département de la coopération technique pour le développement des Nations Unies.

À la fin de la session, les stagiaires ont été invités à compléter un questionnaire élaboré d'évaluation de l'expérience qu'ils venaient de vivre.

L'analyse que nous avons faite de ce questionnaire nous a permis de constater que les stagiaires en avaient retiré une grande satisfaction face aux objectifs poursuivis et au déroulement même du stage.

Ce qui mérite d'être particulièrement souligné et cela nous a même été quelques fois confirmé à la suite du stage, c'est la prise de conscience par les pays participants de l'importance de la toponymie comme moyen de sauvegarder et de promouvoir l'héritage culturel national, et aussi son importance technique, économique et touristique dans le développement du territoire.

Au terme du stage, la Commission de toponymie a remis à chacun des stagiaires un certificat de participation énonçant la réalisation de celui-ci sous les auspices des Nations Unies et sous le patronage du Canada.

En terminant, Monsieur le Président, permettez que je profite de l'occasion pour exprimer au nom de la Commission de toponymie du Québec et du Gouvernement du Québec ma plus haute considération et mes remerciements les mieux sentis à tous ceux qui, par leur collaboration étroite, ont rendu ce stage possible et en ont assuré la réussite.

Et je voudrais citer ici en particulier M. Max C. de Henseler, notre secrétaire exécutif, qui en a été l'un des principaux artisans et qui a permis que ce stage se tienne sous les prestigieux auspices des Nations Unies et qui, au surplus, a bien voulu nous faire l'honneur d'agir comme directeur adjoint de ce stage et nous faire bénéficier ainsi de son expertise inestimable et de sa présence active et précieuse pendant toute sa durée.

Qu'il me soit permis aussi de rendre hommage aux autorités canadiennes pour avoir accepté que ce stage se tienne sous le haut patronage du Canada, et tout particulièrement au Comité permanent canadien des noms géographiques, et à son président, M. Hugh O'Donnell, dont la contribution et celle de son équipe à toutes les étapes de la réalisation de ce stage se sont avérées des plus précieuses.

Je ne saurais non plus passer sous silence le rôle de premier plan du nouveau président du Groupe d'experts des Nations unies pour les noms géographiques, M. Henri Dorion, qui, alors qu'il était mon prédécesseur à la présidence de la Commission de toponymie du Québec, a initié ce projet et en a assumé l'organisation jusqu'aux derniers jours en ayant même été l'un des principaux conférenciers.

La Commission de toponymie du Québec a été très honorée de pouvoir, grâce à ce stage, contribuer à la mise en oeuvre des résolutions adoptées lors de diverses conférences antérieures des Nations Unies, sur la normalisation des noms géographiques, et je tiens à souligner à nouveau qu'elle sera toujours disposée, dans la mesure de ses moyens et de ses compétences, à offrir ses services à tous les pays qui pourront juger opportun de solliciter sa collaboration.

I thank you Mr. President. If any of you have any questions I would be happy to try to answer them. Monsieur le Président, je vous remercie.

Rémi Mayrand
Président
Commission de toponymie
du Québec

Janvier 1989